

ARRETE N° 026 /CAB/PM/ DU 23 MARS 2023

portant création, organisation et fonctionnement du Comité Interministériel chargé de la prévention et de la résolution des problèmes résultant de la transhumance au Cameroun.-

LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT,

- Vu la Constitution ;
Vu Le décret n°92/089 du 04 mai 1992 précisant les attributions du Premier Ministre, modifié et complété par le décret n°95/145 bis du 04 août 1995 ;
Vu le décret n°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
Vu le décret n°2011/409 du 09 décembre 2011 portant nomination d'un Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
Vu le décret n°2018/190 du 02 mars 2018 complétant certaines dispositions du décret n°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
Vu le décret n°2018/191 du 02 mars 2018 portant réaménagement du Gouvernement,
Vu le décret n°2015/435 du 06 octobre 2015 portant nomination du Secrétaire Général des Services du Premier Ministre ;
Vu le décret n°2019/01 du 04 janvier 2019 portant nomination d'un Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
Vu le décret n°2019/011/Pm du 08 janvier 2019 accordant une délégation de signature à **Monsieur FOUDA Séraphin Magloire**, Secrétaire Général des Services du Premier Ministre ;

ARRETE :

CHAPITRE I :

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er}.- Il est créé, à compter de la date de signature du présent arrêté, un comité chargé de la prévention et de la résolution des problèmes résultant de la transhumance au Cameroun, ci-après désigné « le Comité ».

ARTICLE 2.- (1) Le Comité est chargé d'élaborer et de suivre la mise en œuvre d'une stratégie nationale d'apporter des suggestions à la stratégie sous-régionale en vue de prévenir et de résoudre les problèmes résultant de la transhumance interne et transfrontalière.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUETES

COPIE CERTIFIEE CONFORME

COPIE CERTIFIEE CONFORME

A ce titre, il est notamment chargé :

- veiller à l'organisation, à l'attention des communautés locales et d'autres acteurs concentrés, des campagnes de sensibilisation, d'information et d'éducation sur la problématique de la transhumance ;
- veiller à la cohérence et la complémentarité des initiatives, programmes et projets en matière de gestion de la transhumance aux niveaux local, national et transfrontalier ;
- appuyer la mise en place des cadres fonctionnels de concertation et de gestion des conflits liés à la transhumance aux niveaux national et sous régional ;
- proposer des mesures environnementales et sociales en vue de l'atténuation des impacts de la transhumance ;
- proposer des actions d'aménagement et ainsi que la mise en place d'infrastructures appropriées en vue d'un développement harmonieux de l'espace agrosylvopastoral ;
- veiller à l'actualisation de la délimitation et la sécurisation des couloirs de passage et de transhumance, en tenant compte de l'importance des enjeux fonciers ;
- proposer au Gouvernement des dispositifs sécuritaires nécessaires pour la surveillance de la transhumance transfrontalière ;
- veiller à la mise en œuvre du plan de Zonage du Territoire national du Cameroun (PZNTC) ainsi que les plans d'utilisation et de gestion durable des terres ;
- veiller à ce que les questions spécifiques liées à la transhumance soient inscrites à l'ordre du jour lors de la tenue des commissions mixtes ;
- veiller à l'élaboration d'un dispositif juridique sur la transhumance.

(2) Le comité exerce toute autre mission à lui confiée par le Gouvernement

CHAPITRE II :

DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

ARTICLE 3.- (1) Le Comité est composé ainsi qu'il suit :

Président : Le Secrétaire Général des Services du Premier Ministre

Membres :

- le Ministre en charge de l'agriculture ;
- le Ministre en charge de l'élevage ;
- le Ministre en charge des relations extérieures ;
- le Ministre en charge de l'administration territoriale ;
- le Ministre en charge de la défense ;
- le Ministre en charge de l'aménagement du territoire ;

- le Ministre en charge des forêts et de la faune ;
- le Ministre en charge de l'environnement ;
- le Ministre en charge des domaines ;
- le Ministre en charge des affaires sociales ;
- le Ministre en charge de la décentralisation et du développement local ;
- le Délégué Général à la Sûreté Nationale ;

(2) Le président du Comité peut faire appel à toute personne physique ou morale, en raison de ses compétences sur les questions à examiner, à prendre part aux travaux.

ARTICLE 4.- (1) Le Comité se réunit en tant que de besoin, au moins une fois par trimestre sur convocation de son président.

(2) les convocations, accompagnées des documents de travail doivent parvenir aux membres du Comité, quinze (15) jours avant la date de la réunion. Elles indiquent la date, l'heure, l'ordre du jour et le lieu de la réunion.

ARTICLE 5.- (1) le Comité ne peut valablement délibérer qu'en présence de la moitié au moins de ses membres.

(2) les décisions du Comité sont prises à la majorité simple des membres.

(3) le compte-rendu de chaque session du Comité est adressé au Premier Ministre, Chef du Gouvernement, à la diligence du Président.

ARTICLE 6.- pour l'accomplissement de ses missions, le Comité dispose d'un Secrétariat Technique.

ARTICLE 7.- le Secrétariat technique est chargé :

- de la préparation et de la mise en forme des documents à examiner par le Comité ;
- de la rédaction des comptes rendus des réunions du Comité ;
- de la préparation des convocations et des dossiers des réunions ;
- du suivi de la mise en œuvre des résolutions du Comité ;
- de la tenue et de la conservation des documents et archives du Comité ;
- de toute autre tâche à lui confiée par le Comité.

ARTICLE 8.- (1) Le Secrétariat technique est composé ainsi qu'il suit :

- un (01) représentant de la Division de l'Agriculture, des Forêts, de la Faune et de l'Environnement des Services du Premier Ministre ;
- un (01) représentant de la Division des Affaires Publiques et Institutionnelles des Services du Premier Ministre ;

- un (01) représentant du Ministère en charge de l'agriculture ;
- un (01) représentant du Ministère en charge de l'élevage ;
- un (01) représentant du Ministère en charge des relations extérieures ;
- un (01) représentant du Ministère en charge de l'administration territoriale ;
- un (01) représentant du Ministère en charge de la défense ;
- un (01) représentant du Ministère en charge de l'aménagement du territoire ;
- un (01) représentant du Ministère chargé des forêts et de la faune ;
- un (01) représentant du Ministère chargé des domaines ;
- un (01) représentant du Ministère chargé des affaires sociales ;
- un (01) représentant du Ministère chargé de la décentralisation et du développement local ;
- un (01) représentant de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale ;

Rapporteurs : (1) deux (02) responsables dûment désignés par le Coordonnateur du Secrétariat technique.

(2) les membres du secrétariat technique sont désignés par les administrations et organismes qu'ils représentent.

(3) la composition du Secrétariat Technique est constatée par décision du Secrétaire Général des Services du Premier Ministre.

(4) le coordonnateur du Secrétariat Technique peut, à titre consultatif, inviter toute personne physique ou morale, en raison de ses compétences sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

ARTICLE 9.- Le Secrétariat Technique se réunit aussi souvent que nécessaire, sur convocation du Coordonnateur.

(2) des groupes thématiques peuvent en tant que de besoin être créés au sein dudit Secrétariat.

CHAPITRE III :

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE 10.- (1) Les fonctions de président, de membre ou invité du Comité ainsi que celles de Coordonnateur, de rapporteur ou d'invité du Secrétariat technique sont gratuites.

(2) Toutefois, les intéressés bénéficient d'une indemnité de session conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11.- (1) Les frais de fonctionnement du Comité sont supportés par le budget de l'Etat.

(2) le Président du Comité en est l'ordonnateur

ARTICLE 12.- Le Comité adresse au Premier Ministre, Chef du Gouvernement, à la fin de chaque exercice budgétaire, un rapport sur l'état de prévention et de résolution des problèmes résultant de la transhumance au Cameroun.

ARTICLE 13.- Le présent arrêté sera enregistré et publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais./-

Yaoundé, le 23 MARS 2023

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRETARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

LE PREMIER MINISTRE,
CHEF DU GOUVERNEMENT



Joseph DION NGUTE

ORDER No. 026 /CAB/PM/ OF 23 MARS 2023

to lay down the establishment, organization and functioning of the Interministerial Committee in charge of the prevention and resolution of problems related to transhumance in Cameroon.

THE PRIME MINISTER, HEAD OF GOVERNMENT,

- Mindful of the Constitution;
- Mindful of Decree No. 92/089 of 4 May 1992 to specify the duties of the Prime Minister, as amended and supplemented by Decree No. 95/145 a of 4 August 1995;
- Mindful of Decree No. 2011/408 of 9 December 2011 to organize the Government;
- Mindful of Decree No. 2011/409 of 9 December 2011 to appoint a Prime Minister, Head of Government;
- Mindful of Decree No. 2018/190 of 2 March 2018 to supplement certain provisions of Decree No. 2011/408 of 9 December 2011 to organize the Government;
- Mindful of Decree No. 2018/191 of 2 March 2018 to reorganize the Government;
- Mindful of Decree No. 2015/435 of 6 October 2015 to appoint the Secretary General of the Prime Minister's Office;
- Mindful of Decree No. 2019/01 of 4 January 2019 to appoint a Prime Minister, Head of Government;
- Mindful of Decree No. 2019/011/PM of 8 January 2019 to grant delegation of signature to **Mr. FOUA Séraphin Magloire**, Secretary General of the Prime Minister's Office;

HEREBY ORDERS AS FOLLOWS:

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 1.- From the date of signature of this Order, the Committee for the prevention and resolution of problems related to transhumance in Cameroon shall be created, hereinafter referred to as the "Committee".

ARTICLE 2.- (1) The Committee shall be responsible for drawing up and monitoring the implementation of a national strategy, and for making suggestions

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
 SECRETARIAT GÉNÉRAL
 DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
 ET DES REQUÊTES
 COPIE CERTIFIÉE CONFORME

on the sub-regional strategy with a view to preventing and resolving problems arising from internal and cross-border transhumance.

In this regard, the Committee shall:

- ensure the organization of awareness-raising, information and education campaigns on the issue of transhumance for local communities and other actors involved;
- ensure the coherence and complementarity of initiatives, programmes and projects in the area of transhumance management at local, national and cross-border levels;
- support the establishment of functional frameworks for consultation and for the management of conflicts related to transhumance at the national and sub-regional levels;
- propose environmental and social measures to mitigate the impacts of transhumance;
- propose actions for the development of appropriate infrastructures towards the harmonious development of the agro-sylvo-pastoral sector;
- ensure the update of boundaries and the security of transhumance and crossing routes, while taking into account the importance of land issues;
- make recommendations to the Government on the necessary security measures for the monitoring of cross-border transhumance;
- ensure the implementation of the Zoning Plan of the National Territory of Cameroon (PZNTC) as well as the sustainable land use and management plans;
- ensure that specific issues related to transhumance are on the agenda of joint committee sessions;
- ensure the development of a legal framework on transhumance.

(2) The Committee shall carry out any other mission entrusted to it by the Government.

CHAPTER II

ORGANIZATION AND FUNCTIONING

ARTICLE 3.- (1) The Committee shall consist of the following:

Chair: The Secretary General of the Prime Minister's Office

Members:

- the Minister in charge of agriculture;
- the Minister in charge of animal husbandry;
- the Minister in charge of external relations;
- the Minister in charge of territorial administration;
- the Minister in charge of defense;

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRETARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
mg
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

- the Minister in charge of regional development;
- the Minister in charge of forestry and wildlife;
- the Minister in charge of the environment;
- the Minister in charge of State property;
- the Minister in charge of social affairs;
- the Minister in charge of decentralization and local development;
- the Delegate General for National Security.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
 SECRETARIAT GENERAL
 DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
 ET DES REQUETES
 78
 COPIE CERTIFIEE CONFORME

(2) The Chair of the Committee may invite an individual or corporate body, by reason of their skills on matters on the agenda, to attend meetings.

ARTICLE 4.- (1) The Committee shall meet when necessary, at least once per quarter, as convened by its Chair.

(2) Convening notices, accompanied by working documents shall be sent to Committee members, fifteen (15) days prior to the date of the meeting. They shall specify the date, time, agenda and venue of the meeting.

ARTICLE 5.- (1) The Committee may validly deliberate only if at least half of its members are present.

(2) Decisions of the Committee shall be taken by a simple majority of members.

(3) The minutes of each Committee session shall be forwarded to the Prime Minister, Head of Government, at the behest of the Chairperson.

ARTICLE 6.- For the discharge of its missions, the Committee shall have a Technical Secretariat.

ARTICLE 7.- The Technical Secretariat shall be in charge of:

- preparing and drafting documents to be examined by the Committee;
- drawing up the minutes of Committee meetings;
- preparing meeting invitations and documents;
- monitoring the implementation of the resolutions of the Committee;
- keeping the documents and archives of the Committee;
- all other tasks assigned to it by the Committee.

ARTICLE 8.- (1) The Technical Secretariat shall be composed as follows:

- one (1) representative of the Division Agriculture, Forestry, Wildlife and Environment of the Prime Minister's Office;
- one (1) representative of Division of Public and Institutional Affairs of the Prime Minister's Office;
- one (1) representative of the Ministry in charge of agriculture;
- one (1) representative of the Ministry in charge of livestock;

- one (1) representative of the Ministry in charge of external relations;
- one (1) representative of the Ministry in charge of territorial administration;
- one (1) representative of the Ministry in charge of defense;
- one (1) representative of the Ministry in charge of regional development;
- one (1) representative of the Ministry in charge of forestry and wildlife;
- one (1) representative of the Ministry in charge of State property;
- one (1) representative of the Ministry in charge of social affairs;
- one (1) representative of the Ministry in charge of decentralization and local development;
- one (1) representative of the General Delegation for National Security;

Rapporteurs: (1) Two (2) officials duly designated by the Coordinator of the Technical Secretariat.

(2) Members of the Technical Secretariat shall be designated by the ministries and organs they represent.

(3) The Composition of the Technical Secretariat shall be established by decision of the Secretary General of the Prime Minister's Office.

(4) The Coordinator of the Technical Secretariat may invite any natural or legal person by virtue of their expertise on agenda items, in an advisory capacity.

ARTICLE 9.- The Technical Secretariat shall meet as often as necessary, as convened by the Coordinator.

(2) Thematic groups may be established as necessary within the Technical Secretariat.

CHAPTER III

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

ARTICLE 10.- (1) The functions of the Chairperson, member or invitee of the Committee, as well as those of the Coordinator shall be honorary.

(2) However, the persons concerned shall receive a session allowance, in accordance with the regulations in force.

ARTICLE 11.- (1) The operating expenses of the Committee shall be borne by the State budget.

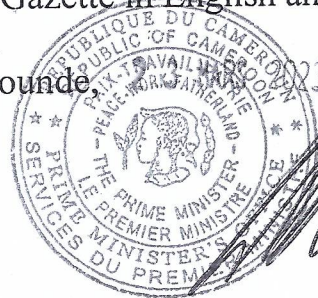
(2) The Chairperson of the Committee shall be the authorizing officer.

ARTICLE 12.- At the end of each budgetary year, the Committee shall send a report to the Prime Minister, Head of Government, on the situation of the prevention and resolution of problems related to transhumance in Cameroon.

ARTICLE 13.- This Order shall be registered, published according to the procedure of urgency, and inserted in the Official Gazette in English and French.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRETARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Yaounde



Joseph DION NGUTE
PRIME MINISTER,
HEAD OF GOVERNMENT